8e Année. N° 133. — 10 Août 1932. Prix : 2 frs.

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle Syndicaliste Révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO :

Vive l'armée belge !



DANS LA RUHR

Pourquoi le front unique ne s'est pas réalisé à Witten

par R. BERTHOLET

La faillite du néo-capitalisme

(suite)

par R. LOUZON

la Révolution prolétarienne

Revue bi-mensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)
54, rue du Château-d'eau — PARIS (10e)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGÉRIE, COLONIES
Trois mois.... 10 fr.
Six mois.... 20 fr. Un an...... 40 fr.

EXTÉRIEUR
Trois mois.... 13 fr.
Six mois.... 26 fr. Un an...... 50 fr.

Adresser la correspondance relative à la rédaction à R. LOUZON, quartier du Calvaire, Vence (Alpes-Maritimes).

Adresser la correspondance relative à l'administration à BARAT, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e).

(Utiliser pour les envois de fonds notre compte de chèques postaux : « Révolution Prolétarienne » 734-99 Paris.)

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose :

1° De travailler à la réalisation de l'unité syndicale, à la reconstitution d'une seule C.G. T. et d'une seule Internationale syndicale ;

2° De sortir les deux C.G.T., l'une de l'ornière de la collaboration gouvernementale, l'autre de l'ornière de la collaboration politique, pour les ramener dans la voie de l'indépendance syndicale hors de laquelle l'unité est impossible ;

3° De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser dès maintenant le maximum d'action commune contre le patronat et contre l'Etat ;

4° De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales ;

5° De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SON FONCTIONNEMENT

La Ligue Syndicaliste groupe des syndiqués des deux C.G.T. et des organisations autonomes. Elle ne peut accepter l'adhésion d'organisations syndicales. Les ressources de la Ligue sont constituées par des cartes annuelles de membre vendues 5 francs et par des timbres vendus 1 franc.

Adresser toutes communications relatives à la **Ligue Syndicaliste,** à son secrétaire : Maurice CHAMBELLAND, 54, rue du Château-d'Eau, Paris-Xe.

SOMMAIRE :

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Le prolétariat allemand tient !

Le prolétariat allemand tient, c'est le fait essentiel qui ressort des élections allemandes. Par rapport aux élections prussiennes d'avril, le nombre de voix des deux partis ouvriers a augmenté, même celles du parti social-démocrate, qui sont en augmentation de 300.000 *environ pour la Prusse. Les deux blocs, le bloc hitlérien des petits bourgeois et du lumpen, dirigé par les magnats de l'industrie lourde, et le bloc ouvrier, communiste et social-démocrate, restent à égalité ; entre les deux, cherchent à se maintenir comme arbitres, d'une part les grands propriétaires fonciers* (*Von Papen*)*, d'autre part la paysannerie et la fraction la plus peureuse du prolétariat* (*Centre*)*.*

La seconde caractéristique de ces élections est l'avance communiste. Alors que les dernières élections partielles indiquaient une stagnation ou même un recul des voix communistes, les élections du Reich en montrent un accroissement notable. Que s'est-il donc passé entre temps ?

Il s'est produit le coup de force de Von Papen contre le gouvernement prussien, et l'absence de réaction de la social-démocratie contre ce coup de force. Etre le gouvernement de la Prusse c'était être le maître de la police prussienne, la force armée qui faisait contre-poids à la Reichswehr. Abandonner sans lutte le ministère de l'intérieur de Prusse, c'était donc remettre entre les mains de la réaction la totalité des forces armées régulières de l'Allemagne ; c'était abandonner sans combat une « position décisive ». Devant une telle attitude une grande partie du prolétariat allemand ne pouvait que penser comme Marx, il y a 80 *ans, dans la page si pleine d'actualité que nous avons reproduite dans notre numéro du* 10 *juin ; cette fraction du prolétariat a pensé que « celui qui en temps de révolution commande une position décisive et la livre, au lieu de forcer l'ennemi d'en tenter l'assaut, mérite, sans exception, qu'on le traite de traître ».*

C'est dans la carence de la social-démocratie à l'égard du coup d'état Papen-Schleicher qu'il faut trouver la raison de l'accroissement des voix communistes.

Et maintenant ?

Maintenant il faut à toutes forces profiter de l'échec hitlérien, du barrage momentané apporté à la vague hitlérienne par le résultat des élections, pour passer à l'attaque, pour reconquérir les positions perdues. *Les événements qui ont suivi dans le camp hitlérien les élections, montrent qu'on y est assez désemparé. C'est donc l'instant psychologique qu'il faut, à tout prix, saisir pour prendre l'offensive. C'est folie de croire que la situation actuelle se dénouera par les voies parlementaires, par les tractations habituelles entre chefs ou entre groupes, ou par un procès devant la Cour de Leipzig ! L'Allemagne est devant un dilemme qui ne se résolvera que par la force. Le prolétariat a la force ; il lui suffit de vouloir et de savoir s'en servir.*

Ou les élections dernières serviront de base de départ pour une offensive prolétarienne de large envergure, ou bien elles n'arrêteront pas la marche du fascisme, les défaites de la classe ouvrière reprenant leur cours jusqu'à victoire totale d'Hitler et de ses magnats.

Bolivie et Paraguay: Etats-Unis et Angleterre

Il serait ridicule de prétendre que le conflit qui vient de renaître entre la Bolivie et le Paraguay est susceptible de se transformer en une guerre entre les Etats-Unis et l'Angleterre, mais il est non moins certain que ce conflit marque une nouvelle étape de la lutte qui se poursuit pour la domination de l'Amérique du Sud, entre Yankees et Anglais.

Au siècle dernier, alors que pour parvenir sur la côte occidentale de l'Amérique du Sud il fallait contourner celle-ci par le cap Horn, ce qui la mettait à peu près à même distance de Londres que de New-York, l'Angleterre régnait, à peu près sans partage, sur l'Amérique du Sud. Depuis l'ouverture du canal de Panama qui a rapproché considérablement de New-York les états de l'ouest sud-américain, il n'en est plus de même : l'influence américaine a remplacé dans ces derniers l'influence anglaise. Il en est ainsi notamment en Bolivie dont la richesse essentielle, les mines d'étain, sont sous le contrôle des américains du nord. Or la Bolivie n'a plus, depuis la fin du siècle dernier, de débouchés sur la mer. Elle pourrait en chercher un sur la côte pacifique, toute proche, mais celui-ci ne pourrait être obtenu qu'au détriment du Pérou ou du Chili, autres vassaux de New-York. Il est donc beaucoup plus intéressant pour New-York que ce débouché soit cherché, non point à l'ouest, mais à l'est, non sur le Pacifique mais sur l'Atlantique.

D'où la lutte contre le Paraguay.

En enlevant au Paraguay les territoires qui lui permettraient d'accéder largement, par des routes praticables, au fleuve Paraguay, fleuve très facilement navigable qui vient aboutir dans l'admirable Rio de la Plata, la Bolivie s'ouvrirait une voie

de premier ordre vers l'Atlantique ; par elle, avec la Bolivie, les Etats-Unis déboucheraient en plein dans la région de la côte atlantique où l'influence anglaise est encore le plus souveraine maîtresse.

C'est le sort de l'Argentine qui, pour une grande part, se décidera dans le conflit bolivo-paraguayen. L'Argentine restera-t-elle une colonie britannique, ou deviendra-t-elle une colonie américaine ?

Vive l'armée belge !

Une chose n'avait pas été sans étonner dans l'admirable mouvement du Borinage : c'est la rapidité avec laquelle gouvernement et patrons avaient reculé. L'explication nous en est donnée par un article du correspondant belge du Fakkel, *organe du parti socialiste indépendant de Hollande :*

J'ai relaté, dans mon dernier article, comment la propagande révolutionnaire faite dans l'armée belge pendant la grève avait fait trembler de peur les milieux gouvernementaux et la bourgeoisie.

Voici quelques faits, passés sous silence — comme de bien attendu — par la presse bourgeoise et les journaux officiels du parti socialiste :

A MECHELEN.

Le samedi, 9 juillet, à 4 heures du matin, dans la caserne du 7e régiment de ligne, le réveil fut sonné.

Malgré l'heure matinale, une grande partie de la population était à ses fenêtres. A plusieurs endroits des cris retentirent : « Ne tirez pas sur vos camarades Wallons, en lutte pour leur existence ! »

Spontanément, les soldats répondirent : « Nous ne tirerons jamais sur eux ! »

Ceci fut dit sans la moindre hésitation, énergiquement, et désarma les officiers de tous grades. La solidarité des soldats était telle qu'aucune punition n'a pu être maintenue.

A BRUXELLES.

Dimanche, le 10 juillet, très tôt dans la matinée, un train rempli de soldats traversa la gare du quartier Léopold, en route pour le Borinage.

Les soldats, penchés aux fenêtres, saluèrent leurs camarades cheminots en criant : « Vive la grève ! »

A CHARLEROI.

400 soldats du 4e régiment de ligne, appelés pour maintenir l'ordre, ont refusé — en bloc — de quitter la caserne.

A BERGEN.

Les soldats qui n'avaient que la permission de 7 heures du soir, ne sont rentrés à la caserne — à titre de démonstration — qu'à minuit.

A VILVOORDE.

Un sous-officier a été condamné par le Conseil de guerre à trois mois de prison pour avoir brisé son fusil et ceux de deux de ses camarades, ainsi que pour avoir refusé de se rendre dans le Borinage.

Ainsi la bourgeoisie belge n'était pas sûre de son armée ! Voilà pourquoi elle a reculé.

Cela nous montre une fois de plus combien il est nécessaire d'avoir et de n'avoir qu'une armée nationale, *fondée sur la conscription de tous les citoyens. Comparez l'attitude des soldats belges avec celle de la Reichswehr ou de nos gardes mobiles !*

Cela confirme ce sur quoi nous avons à maintes reprises insisté : pour le prolétariat le problème du désarmement réside tout entier en ceci : suppression des armées de métier.

Pas d'amnistie pour la C. G. T. tunisienne !

Le gouvernement a déposé son projet d'amnistie, d'amnistie « politique ». Et la plus immonde des condamnations qui aient jamais été prononcées sous un prétexte politique, la condamnation à l'exil des fondateurs de la Confédération générale du Travail tunisien, reste en dehors de l'amnistie ! Comme Tardieu, Herriot refuse l'amnistie à ceux dont le seul crime a été de tenter d'organiser les travailleurs indigènes de Tunisie, tenter de faire élever par la grève et l'organisation syndicale les salaires misérables qui leur étaient alloués. Amnistie pour les bourgeois calotins d'Alsace, mais pas d'amnistie pour les travailleurs de Tunisie : Moktar et Finidori devront rester en exil !

Est-ce que nous serons les seuls à protester contre ce scandale ? Est-ce que les organisations ouvrières, est-ce que les partis qui se réclament de la classe ouvrière, est-ce que les ligues qui ont la prétention de veiller à ce que la justice ne soit pas qu'une parodie de justice, est-ce que ceux qui ont été autrefois condamnés à l'exil sous des prétextes aussi mensongers — mais pas plus — que Moktar et Finidori, continueront à se taire ? (1).

R. L.

L' "ATTAQUE" CONTRE L'U.R.S.S.

Varsovie, 25 juillet. — Le pacte polono-soviétique de non-agression a été signé à Moscou, aujourd'hui, à 15 h. 30.

(1) Nous tenons à la disposition de toutes organisations ou individualités qui nous en feront la demande, les pièces du procès de nos camarades tunisiens.

CHOSES VUES

DANS LA RUHR

Pourquoi le front unique ne s'est pas réalisé à Witten

Witten est l'une des nombreuses villes industrielles de la Ruhr : cité de mineurs et de métallurgistes. Beaucoup de chômeurs. Ceux qui travaillent ne le font que deux, trois et quatre jours par semaine. La faim est devenue la compagne des ménages ouvriers.

On m'avait dit : « Va à Witten, là les camarades essaient de réaliser le front unique ; ils sont en discussion sur ce sujet brûlant, ceux des syndicats, du Front de fer et du parti communiste ». Et je suis allé à Witten.

L'atmosphère dans les quartiers ouvriers est chargée d'électricité. Devant le journal social-démocrate il y a une garde : des ouvriers avec de forts bâtons. Devant la permanence du front de fer il y a un va et vient continuel, des groupes d'ouvriers portant l'insigne des trois flèches, partent et arrivent. Lorsque dans la rue ils se rencontrent, le poing se lève et le salut « Freiheit » (liberté) retentit. Lorsque ces groupes rencontrent des communistes, des saluts sont échangés : « Rot Front » — « Freiheit ». Il semble que l'on soit devenu ami.

Pourquoi cette atmosphère ?

Tous les soirs, les Nazzis qui, le jour, sont invisibles dans les quartiers ouvriers, organisent des expéditions contre les militants prolétariens, les maisons des partis socialistes et des syndicats. Il y a des bagarres, des blessés, parfois des morts.

Dans une telle situation la question du front unique se pose naturellement avec une acuité particulière ; les camarades socialistes et communistes que je rencontre et avec lesquels j'engage la conversation ne pensent qu'à cela. Ce front unique, il y a eu des tentatives pour le réaliser.

En voilà l'histoire.

UNE PREMIÈRE RÉUNION

Une organisation socialiste (l'I.S.K), dont la position politique se trouve entre les partis communiste et socialiste, a fait convoquer dans une assemblée publique, les représentants des organisations ouvrières de Witten. La question du front unique doit y être discutée. Tout le monde a répondu. Le soir de la réunion l'atmosphère est bonne, la salle est pleine. La nécessité de la réalisation d'un front unique honnête y est exposée. Tous sont d'accord. Les représentants de l'union locale des syndicats de Witten, qui étaient retenus ailleurs, avaient envoyé une lettre, dans laquelle ils se déclaraient en principe d'accord avec l'idée de pourparlers entre toutes les organisations ouvrières pour entreprendre une résistance sur des bases communes. Cette lettre fait grande impression. On sait que ces syndicats peuvent mobiliser 5000 hommes. Il y a de l'enthousiasme. On décide la création d'un comité qui aura à examiner l'organisation d'une démonstration contre le fascisme. Une grande confiance semble animer tous les camarades.

Les réunions du comité ont lieu ; elles tirent en longueur ; il y a des difficultés. Sous quels mots d'ordre sera placée la démonstration ? Est-ce qu'il pourra y avoir des calicots portant l'inscription « votez pour le parti communiste », « votez pour la social-démocratie ». On se met d'accord : il y aura seulement des mots d'ordre contre le fascisme, des mots d'ordre que tous peuvent accepter. Mais il y a encore des difficultés : les social-démocrates et les chefs des syndicats posent d'autres conditions ; parmi celles-ci, il y en a une qui dit que les communistes doivent s'engager à ne pas calomnier, dans leurs réunions, dans leur presse, les chefs et l'action



La photo ci-contre représente la rue Palanterstr. à Cologne, le 13 juillet. Dans ce quartier ouvrier les nazis avaient voulu, la nuit précédente, faire une démonstration. Ils furent bloqués entre deux barricades et maintenus à la discrétion de la population ouvrière jusqu'à 6 heures du matin.

On est en train de repaver l'emplacement d'une des barricades. Dans le fond, à droite, des ouvriers veillent à l'entrée d'un local communiste.

social-démocrates. Les chefs communistes refusent. Les pourparlers sont interrompus. Ils ne seront pas repris.

DEUX MANIFESTATIONS SÉPARÉES

Les communistes font leur démonstration. Elle est bonne. Pas de calicots contre la social-démocratie , seulement des mots d'ordre contre le fascisme. La démonstration est nombreuse. Il n'y a pas seulement des communistes. D'autres sont venus. Mais tout le prolétariat de Witten n'a pas fait une démonstration d'ensemble. Beaucoup de camarades de la « Bannière d'Empire », et du parti social-démocrate regardent passer la démonstration. Des saluts amicaux s'échangent.

Le Front de fer fera, lui, sa démonstration dans deux jours.

Au premier abord il semble que ce sont les communistes qui sont les fautifs.

Mais j'ai été voir les chefs syndicaux de la petite ville industrielle et leur ai posé la question : « Comment entendez-vous votre condition, que le parti communiste cesse ses calomnies contre vous et les social-démocrates ? Est-ce que cette condition ne s'applique qu'à Witten ou à toute la Ruhr ? » — « Pas seulement à Witten, naturellement. Il y a le « Ruhrecho », journal communiste du territoire de la Ruhr, qui paraît à Essen et qui est lu ici. Il y a des assemblées électorales dans tout le district »: — « Pensez-vous, répondis-je, que les communistes de Witten aient le pouvoir d'empêcher la rédaction du « Ruhrecho » de ne rien dire contre la social-démocratie ? » Je ne reçus pas de réponse.

Après cette conversation, j'avisais quelques camarades du « Reichsbanner » (Bannière d'empire) qui passaient et leur causais de leur prochaine démonstration.

« Penses-tu que les communistes y participeront ? » — « Nous aimerions qu'ils y participent. Cela ferait une démonstration formidable. Il faudrait qu'il n'y ait que des mots d'ordre contre le fascisme ».

Cinq minutes plus tard je rencontre un groupe de communistes. Ils sont devant le journal social-démocrate, regardent la photographie d'un camarade du Front de fer qui a été terriblement blessé dans une bagarre avec les Nazis. Je les avise également.

« Alors, après demain, est-ce que vous participerez à la démonstration du Front de fer ? » Les regards se font hésitants.

« Ils ont refusé de participer à la nôtre, dit l'un ». Une conversation s'engage. Il y a à l'arrière plan la photographie du camarade du Front de fer qui a été blessé... Nous nous séparons. Ils n'ont pas dit non, mais ils hésitent. « Que dira la centrale », pense sans doute le militant qui a la responsabilité du mouvement communiste de Witten ?

*
* *

La réalisation du front unique dans cette petite ville industrielle ne tient donc au fond qu'à un fil. Il suffirait d'un peu de pression de la part des masses, qui désirent si ardemment l'action commune. Et il en est ainsi dans la plupart des villes allemandes. Qui donnera le coup de pouce nécessaire ?

René BERTHOLET.

Ils ont des droits sur nous !

L'armée des « vétérans » à Washington

On a vu dans les quotidiens la manière sauvage dont ont été traités les anciens combattants américains réunis à Washington pour obtenir le vote de la loi sur le « Bonus »: charges de cavalerie, charges à la baïonnette, gaz lacrymogènes; un tué, de nombreux blessés.

Tant par le nombre des participants que par la durée de leur séjour, cette marche sur Washington a frappé l'opinion davantage que les différentes marches de chômeurs qui avaient eu lieu jusque là.

Nous donnons ci-dessous un vivant tableau de la vie des « vétérans » à Washington, emprunté à l'Industrial Worker, organe des I.W.W.

Le spectacle que présente Washington est sans précédent. Plus de 22.000 anciens combattants, tout crottés, y sont déjà, et 7.000 autres sont en route pour y venir. On voudrait en réunir 150.000 pour bourrer le Capitole jusqu'à la garde.

L'ampleur de cette soudaine invasion a mis en rage les fossiles du gouvernement. Ils ont fait contrôler par le bureau des anciens combattants, qui a dû constater que nous étions bien, pour plus de 90 %, de vrais anciens combattants, ayant combattu au-delà des mers.

Le plus grand de nos camps, Anacostia, comprend, à lui seul, plus de 10.000 hommes. Il forme un spectacle étrange pour les bourgeois et les fonctionnaires fédéraux grassement payés de Washington, qui nous observent dédaigneusement en traversant notre camp.

Les anciens combattants ont pris d'eux-mêmes la permission d'ériger une cité de baraques et de tentes au milieu de toute cette officielle respectabilité. On a ramassé dans les rues d'alentour les choses les plus inimaginables pour construire des abris. Le papier, les boîtes de carton, le fer blanc, tout entre dans la construction de nos « guitounes ». Tout le long de l'avenue de Pennsylvanie qui a été récemment démolie pour permettre la construction du bâtiment des Archives et autres édifices d'Etat (que les travailleurs occuperont un jour), des bâtiments en construction, ouverts à tous les vents, sont remplis de vétérans, entre lesquels surgissent, sur des piles de briques, des fourneaux de fortune pour faire cuire la popote. De vieux barreaux de fer cassés servent à en faire les grilles, des boîtes de conserve aplaties en constituent les parois ; dans des bidons et des poêles cuisent les aliments. Il y a à peine un an, la plupart de ces vétérans haïssaient les trimardeurs, et maintenant les voilà qui vivent dans la plus immense jungle de trimardeurs que l'histoire ait jamais connue.

Dans tout le district fédéral, il n'y a pas une place vacante qui n'ait vu surgir son camp. Les maisons vides et les terrains vagues sont occupés sans permission. Des inscriptions ornent huttes et cabanes. Certains ont indiqué d'où ils viennent, mais d'autres ont placé des enseignes plus satiriques, telles que



UN CAMP DE VÉTÉRANS

L'auteur de cette photo, que nous empruntons à « Labor Age », a marqué sur le cliché, le lieu : Washington, — la date : 6 juillet, — et B.E.F., initiales de « Bonus Expeditionary Force » (Force expéditionnaire du Bonus)

« Hôtel Hoover », « Confort moderne sans salle de bains », « Pattman Avenue » (Pattman est le nom du député qui a proposé la loi sur le Bonus), « Broadway », etc...

Durant les jours qui précédèrent le vote du Sénat, j'harponnais quelques politiciens coriaces comme Borah, Johnson et Shortridge et leur déclarais que les masses mouraient de faim et que cela les faisait, pour la première fois de leur vie, réfléchir. Je leur dis qu'il fallait que cela change. A l'intérieur du palais du Sénat il y avait tellement de gens noyautant les parlementaires que c'était un véritable tourbillon. Chaque vétéran s'accrochait à un sénateur de son pays, le harcelant de questions et d'arguments. Mais tous répondaient évasivement. Hiram Johnson, de l'Etat de Californie, me boucla par un : « Je regrette, mon garçon, je regrette ! »

Le jour où le Bonus bill fut rejeté, plus de 10.000 vétérans remplissaient les perrons du Sénat et toutes les pelouses alentour. Les chants furent arrêtés. C'était des chants patriotiques, mais les sénateurs s'étaient plaints que ces chants « les assommaient ». A 8 heures 30, lorsque le rejet du bill fut annoncé, chacun retourna à son camp, en silence. De temps en temps se faisaient entendre cependant des réflexions suffisamment peu patriotiques pour chavirer les nerfs délicats de MM. les sénateurs — s'ils avaient pu les entendre.

Les vétérans sont décidés à rester ici coûte que coûte. Ce qu'on entend dire surtout ce sont des phrases comme celles-ci : « Pas de travail chez nous », « Nous n'allons pas aller manger le peu que la famille et les vieux ont encore », « On est sur le cul aussi bien ici qu'à la maison », « Que les banquiers nous nourrissent ! ». Les vétérans sont ainsi en train de faire l'expérience de ce que l'on peut attendre des parlementaires.

Un premier lieutenant de la « Force expéditionnaire du Bonus ».

Washington, 19 juin.

NOUS AVONS REÇU :

René GIRAUD : *Economie de l'Europe future* (Valois).

Eviter les conséquences de l'anarchie capitaliste et éviter le socialisme. C'est peut-être un beau rêve ; mais M. Giraud prouve, bien malgré lui, que c'est surtout une absurdité... Si l'on veut organiser la production internationale il faut le socialisme avec *toutes ses conditions* : dictature du prolétariat, élimination de la bourgeoisie.

MAN PENG WOU : *L'évolution des corporations ouvrières et commerciales dans la Chine contemporaine* (Geuthner).

Intéressante thèse de doctorat d'une ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de jeunes filles de Pékin. Les corporations moyenâgeuses, en Chine comme ailleurs, ont disparu devant la grande industrie. Mais des syndicats apparaissent partout. Et naturellement Kuo-Min-Tang gouvernemental et partis politiques cherchent à diriger ces syndicats. Mlle Wou n'a pas l'air de trouver qu'il y ait là un danger. Cela n'a rien d'étonnant : en Europe non plus ce ne sont pas les intellectuels qui ont découvert l'importance de l'indépendance du syndicalisme.

EISLER : *La Monnaie, cause et remède de la crise économique mondiale* (Valois).

Le titre est à lui seul suggestif. Mais voici la conclusion de la préface : « *Fermement convaincu d'avoir affaire à un malade imaginaire extraordinairement obstiné, et décidé à se suicider à force de privations inutiles, insensées et funestes, l'auteur essaie, etc...* » Nous ne croyons pas, nous, que le capitalisme soit un malade imaginaire.

UNION POUR LA VÉRITÉ : *Problèmes franco-allemands d'après-guerre* (Valois).

Des français et des allemands se demandent comment il faut organiser la rivalité franco-allemande pour éviter la guerre et la révolution. Et de cette discussion se dégage l'impression que l'entente des bourgeoisies est chose impossible.

Edouard PEISSON : *Crise* (Valois).

Une robinsonade. Des naufragés dans une île déserte organisent une société qui ne tarde pas à être calamiteuse car ils n'ont pas pris la précaution d'éviter la propriété individuelle. — Ça ne va pas plus loin que Rousseau. Et beaucoup moins loin que Pascal et, naturellement, que Marx. L'auteur paraît, en particulier, avoir des vues bien peu historiques sur la formation du prolétariat.

LA FAILLITE DU NÉO-CAPITALISME

Pourquoi l'instabilité ?

Nous avons vu dans notre article précédent, la transformation subie par le capitalisme au cours de ces dernières années. Il nous reste à voir les effets de cette transformation, et ses causes.

LES EFFETS

Du fait de la nouvelle économie, soi-disant « rationnelle » et « organisée », tout le mécanisme par lequel se réalisait, tant bien que mal, l'équilibre de la production capitaliste, se trouve faussé.

La production surabondante n'est plus freinée par la baisse des prix, puisque le prix est maintenu élevé envers et contre tout. D'autre part la production ne se fait plus au meilleur marché possible car une déperdition considérable de travail a lieu du fait que sont maintenues en état de production des entreprises produisant cher, au lieu et place d'entreprises produisant bon marché.

Plus on détruit et plus il faut détruire

Le café brésilien, qui est le type auquel il est toujours bon de revenir, car il constitue l'expérience à la fois la plus ancienne et la plus pure de l' « économie dirigée », fournit un remarquable exemple du premier phénomène. Le café étant en surproduction, mais l'Etat continuant à l'acheter à haut prix, planter du café continua à être une bonne affaire ; on continua donc à planter, et à planter de plus en plus. En voulant pallier à la surproduction par l'achat du café en trop, l'Etat n'a abouti qu'à accroître la surproduction. Les mesures prises pour remédier au déséquilibre ont accru de plus en plus le déséquilibre ; c'est la définition même de l'instabilité. Depuis 1906, date où le café brésilien fut, pour la première fois, « valorisé » par intervention de l'Etat, jusqu'à aujourd'hui, le café a été en état de crise continuelle, à peine interrompue par certains évènements fortuits comme la guerre, qui a amené à un certain moment un brusque et considérable accroissement de la consommation de café. Crise qui ne fait que s'accentuer, puisqu'au début, on se contentait de stocker le café en trop, tandis que maintenant on est obligé de le détruire en le brûlant, et que les quantités ainsi brûlées quotidiennement doivent être sans cesse augmentées : tout près d'un million et demi de sacs par mois actuellement.

Les achats de blé et de coton par le Federal Farm Board aux Etats-Unis ont abouti au même résultat. Alors que les surfaces ensemencées sont, depuis quelques années, manifestement trop élevées par rapport aux débouchés, elles ne subissent pas de réduction, parce que les prix obtenus par les cultivateurs américains pour leur blé et leur coton sont encore à peu près rémunérateurs même sur les terres les moins fertiles, du fait des achats effectués, au-dessus du cours, par l'Etat. Celui-ci a d'ailleurs senti le danger ; le Federal Farm Board a cessé d'acheter, ou menacé de cesser d'acheter, au moment des semailles, pensant ainsi faire peur aux cultivateurs et les amener à réduire leurs ensemencements, mais ce sont là ficelles qui ne peuvent servir bien longtemps : les cultivateurs américains ont réduit leurs semailles de blé d'hiver, mais, ensuite, ils ont accru celles de blé de printemps ! Au total, pour le blé dont la surproduction est cependant formidable depuis plusieurs années, il a été ensemencé dans le monde cette année, d'après l'Institut international d'agriculture de Rome, 2 millions et demi d'hectares de plus que l'an dernier.

On aura beau s'agiter pour sortir du dilemme, on n'y parviendra pas : ou bien on laisse les cours s'effondrer et ruiner ainsi une partie des producteurs, ce qui amène la diminution de la production ; ou bien on maintient, coûte que coûte, des cours rémunérateurs, mais alors la production continuera à être en excès, et ces excès accumulés ne font qu'aggraver le déséquilibre.

La pression des prix naturels sur les prix artificiels

En ce qui concerne le maintien, par le système des cartels, de ceux qui produisent cher, de ceux qui sont le moins bien adaptés aux conditions dans lesquelles se présentent, au moment considéré, les possibilités de production, on jugera de ses conséquences par les deux exemples suivants.

Le cartel du cuivre fondé il y a déjà près de six ans, et qui groupait la presque totalité des mines de cuivre du monde, a été fondé par les Américains, principaux producteurs du cuivre au cours de ces dernières décades, afin de préserver leurs mines de la concurrence de celles de l'Afrique centrale, dont les gisements plus récemment découverts peuvent produire du cuivre, grâce à la haute teneur des minerais, à bien meilleur marché que la plupart des mines américaines. D'après une déclaration du président du Rio Tinto, le groupe le plus important des nouvelles mines africaines, celui de la Rhokana Corporation, pourra produire du cuivre électrolytique à 30 livres sterling la tonne, et, dans très peu de temps le cuivre ainsi produit pourrait atteindre plusieurs centaines de mille tonnes par an.

Eh bien ! du fait du cartel du cuivre, les mines africaines avaient dû se mettre en veilleuse, une grande partie de leurs installations, déjà complètement achevées, ne devant pas être mise en marche, de manière à ce que la production n'y dépasse pas pour l'instant quelques dizaines de milliers de tonnes, et qu'ainsi les mines américaines à faible teneur puissent continuer à fonctionner, et à produire du cui-

vre qu'elles ne pouvaient obtenir à moins de 50 ou 60 livres... (1).

Autre cas :

La plupart des fermes de l'ouest américain peuvent produire du blé aux alentours de 40 francs le quintal. Le cartel occulte qu'a constitué l'Etat français entre les producteurs français de blé au moyen du contingentement, maintient en activité des fermes françaises qui peuvent tout juste joindre les deux bouts en vendant leur blé 150 francs le quintal. Du simple à plus du triple ! On s'oblige donc à faire pousser du blé dans des conditions où cela demande trois à quatre fois plus de travail, qu'il n'en serait nécessaire si on le faisait pousser ailleurs !

De telles situations créent elles aussi, un état de profond déséquilibre. Les parois qu'on essaie en effet de dresser ainsi entre les différents compartiments de l'économie, ne sont pas d'une ténacité à toute épreuve. Elles peuvent résister tant que la différence de pression entre les éléments qu'on veut séparer n'est pas trop élevée, mais lorsqu'elle atteint un certain degré, la paroi se rompt, et... c'est la catastrophe ! L'équilibre finit par se rétablir mais par la catastrophe !

On ne peut pas en effet maintenir indéfiniment à l'état de vie ralentie des entreprises qui ont tout pour produire, en grand, aux plus bas prix ! On ne pourra pas obliger indéfiniment les habitants d'un pays à payer le blé qui sert à faire leur pain trois ou quatre fois ce que le paient les autres pays. Malgré la crise, malgré l'effondrement des prix mondiaux du blé, le cultivateur français a pu continuer à vendre son blé à 150 francs minimum, mais le montant des exportations françaises des produits fabriqués avec ce pain cher s'est effondré ! Que la France continue à payer à ses paysans leurs produits à deux ou trois fois leur valeur, et son industrie disparaîtra, devant la concurrence étrangère, sur le marché du monde.

*
**

Les « rationalisateurs », les « cartellisateurs », les « directeurs d'économie », les « contrôleurs de la production » (2) ont cru pouvoir régulariser la production et les prix en supprimant les variations de prix, c'est-à-dire en supprimant ce qui, précisément, en société capitaliste, constitue le régulateur de la production. Ce faisant, ils ont agi tout juste comme le conducteur de machines inexpérimenté qui, voyant le régulateur modifier constamment la vitesse de sa machine, calerait le régulateur, pensant ainsi obtenir une vitesse constante. En supprimant la liberté des prix, en annihilant le jeu de l'offre et de la demande, nos « rationalisateurs » ont calé le régulateur (1). Et ils ont bien ainsi réglé les prix... mais seulement jusqu'à l'explosion.

LES CAUSES

Mais alors, dira-t-on, la question est fort simple ; le remède est à la portée de la main : le capitalisme n'a qu'à faire machine en arrière, à revenir aux bonnes vieilles règles du siècle dernier. Qu'il dissolve ses cartels, que l'Etat cesse ses interventions, que les barrières douanières s'abaissent... et l'équilibre se trouvera du coup rétabli !

(1) Ces temps derniers, le cartel du cuivre a fini par sauter, mais ses méfaits ont duré six ans.

(2) Les thuriféraires des cartels déclarent dans leur jargon que le but des cartels est d' « ajuster la production à la consommation ». Qu'est-ce que cela veut dire ? La production est toujours obligée de s'ajuster à la consommation, qu'il y ait cartel ou non. Lorsque la production de 1928 était le double ou le triple de ce qu'elle est maintenant, elle était ajustée à la consommation, car la consommation était alors double ou triple de ce qu'elle est maintenant. Pas plus que la concurrence, le cartel ne prévoit ce que sera la consommation de demain ; tout comme elle il règle sa production de demain sur la consommation d'hier, et dans les deux cas la production ne s'ajuste à la consommation qu'avec un certain retard. La seule différence est dans la manière dont se fait l'ajustement : dans le cas de la concurrence celui-ci s'opère par disparition des producteurs qui ont les plus hauts prix de revient, ceux qui se trouvent en queue du progrès, — dans le cas du cartel, l'ajustement se fait par une réduction proportionnelle dans la production de chacun, dans celle de celui qui est à la tête du progrès aussi bien que dans celui qui est à sa queue.

(1) Cette tendance actuelle de l'économie n'est naturellement point la cause de la crise actuelle, crise cyclique, comme il s'en est produit au temps de la plus pure économie classique, mais elle a contribué à lui donner son caractère particulier. En 1928 nous écrivions ici-même (*R. P.* du 1er juin 28) que l'éclatement d'une crise cyclique était très proche, que tous les signes annonciateurs d'une telle crise étaient réunis, mais que cependant celle-ci ne se produirait peut-être pas avant quelques mois à cause des efforts qui seraient faits pour reculer artificiellement son échéance le plus possible, au moins jusqu'à l'élection de Hoover. En fait ces efforts parvinrent à la reculer jusqu'en octobre 29. Le caractère artificiel de ce retard ne fait aucun doute ; il fut obtenu par l'obligation faite aux banques d'émissions américaines de ne pas élever le taux de leur escompte, ou, tout au moins, de ne pas l'élever dans la mesure où très certainement elles l'auraient fait si elles s'étaient seulement laissé guider par les considérations bancaires habituelles qui commandent aux banques de relever d'autant plus le taux de l'escompte qu'on leur présente plus de papier à escompter. Mais les banques américaines durent, d'ordre du gouvernement, faire jusqu'au bout les plus grandes facilités aux « affaires », même à la spéculation la plus véreuse, de façon à maintenir coûte que coûte l'état de « prospérité ».

Après l'éclatement de la crise, il en fut de même : les banques, au lieu de faire rapidement la part du feu, soutinrent jusqu'à la gauche les industries qu'elles commanditaient. Avec la persistance de la baisse des affaires et de la Bourse, elles s'enferrèrent ainsi de plus en plus, et c'est ce qui amena le grand krach bancaire de l'Europe centrale au cours de l'été dernier, krach qui, se produisant au moment précisément où la crise proprement économique commençait à toucher à sa fin, redonna à celle-ci un nouvel élan. C'est donc en grande part'e à la politique de soutenir coûte que coûte les affaires qui n'étaient plus viables, contrairement aux « sains » principes de l'ancienne économie, mais conformément à ceux de la nouvelle, qu'il faut attribuer la durée de la crise actuelle.

Cela est particulièrement frappant si on compare avec la crise de 1920. Au cours de celle-ci, une politique toute contraire fut suivie. Le boom extrêmement rapide qui avait suivi l'armistice avait effrayé les banques, si bien que dès les premiers symptômes de la crise au Japon, elles coupèrent net tout crédit. Au lieu de retarder le plus possible la crise, comme cette fois, elles la précipitèrent. D'autre part, des mesures comme le « règlement transactionnel » institué en France, aussitôt la crise déclarée, qui avaient pour but de faciliter les faillites, « assainirent » très rapidement la situation : tout ce qui n'était plus viable fut liquidé du coup. C'est à cette politique qu'il faut attribuer en grande partie la résorption relativement rapide de la crise de 1920, dont la période aiguë ne dura guère plus de deux ans.

C'est la solution que préconisent encore quelques très rares économistes de la vieille école, qui actuellement font quelque peu l'effet d'animaux antédiluviens.

Ce serait très simple en effet si le capitalisme pouvait effectuer ce retour en arrière, mais... **il ne le peut pas.** S'il a accompli une telle évolution, s'il est passé de l'économie de la concurrence à l'économie des monopoles, ce n'est pas en vertu d'idées préconçues, ce n'est pas pour faire une « expérience », mais c'est sous la pression de forces auxquelles il lui est impossible de résister.

Quelles sont ces forces ?

Nous avons dit que le caractère commun à toutes les mesures qui aboutissent à l'instabilité du capital est de tendre à la conservation des intérêts acquis (1). On trouvera donc la raison de ces mesures en recherchant pourquoi, aujourd'hui plus qu'hier, il est nécessaire pour le capitalisme de sauvegarder les intérêts acquis.

Concentration et spécialisation

L'ancienne économie, l'économie darwinienne comme on pourrait l'appeler (car c'est essentiellement de leur accord avec les règles de l'économie d'alors que les théories de Darwin tirèrent leur origine et leur succès), aboutissait, avons-nous dit, au maintien des plus aptes, à la survie de ceux seulement qui se trouvaient, au moment considéré, dans les conditions les plus favorables pour produire économiquement. Or ceci a eu deux conséquences : la concentration et la spécialisation.

L'utilisation des sources d'énergie naturelle, facteur essentiel de la production, se fait généralement dans des conditions d'autant plus économiques que ces sources sont utilisées à une plus grande échelle ; ce sont donc les plus grands, les plus gros producteurs qui, en régime de liberté économique, sont les plus aptes à vaincre et à survivre. D'où le phénomène bien connu, et qui n'est plus nié maintenant, même par les membres de l'Institut, de la concentration industrielle. Des usines géantes en petit nombre, au lieu d'une poussière de petites entreprises, voilà ce à quoi aboutit le fonctionnement normal de l'économie classique.

Le second trait essentiel du développement capitaliste est la production pour le marché. On ne produit plus ce dont on a personnellement besoin ; on produit uniquement pour vendre. On vend tout ce qu'on produit, et on achète tout ce qu'on consomme. On voit maintenant dans les villages jusqu'à des fruitiers qui s'arrêtent de porte en porte, pour vendre aux paysans des légumes pour leur consommation !

Pourquoi cela ? Parce que produire dans les conditions les plus économiques — et il faut produire dans les conditions les plus économiques pour pouvoir survivre — signifie également se spécialiser, ne produire que ce pour quoi on est « le mieux placé ». On tend donc à ne plus produire qu'une seule chose, et cela est vrai non seulement pour les individus, mais pour des pays entiers. Pour emprunter un terme à l'économie des pays tropicaux, et en le généralisant, nous dirons que le libre fonctionnement de de l'économie capitaliste aboutit à l'établissement de la « monoculture ».

Or, de ces deux phénomènes, concentration et spécialisation, il découle ceci :

Lorsque disparaissaient, parce que cessant d'être adaptées aux conditions de la production, une ou plusieurs petites entreprises, cette disparition n'avait point de conséquences bien étendues ; les répercussions sur l'ensemble de la société en étaient limitées ; on pouvait donc s'en désintéresser et proclamer hardiment : périssent les individus, pourvu que la société progresse ! périssent ceux des capitalistes dont le maintien ne ferait que retarder le développement du capitalisme !

Mais avec les entreprises géantes, rien de pareil ! Vous pouviez, et vous pouvez encore, négliger la faillite d'une banque, quand il ne s'agit que d'une petite ou d'une moyenne banque, mais vous ne pouvez vous désintéresser de la faillite de banques comme le Creditanstallt autrichien ou la Danat allemande, qui finançaient à elles seules la moitié de l'industrie de leur pays ; vous ne pouvez même pas négliger celle de la Banque Nationale de Crédit, qui avait en France des centaines d'agences et des centaines de mille de déposants. Ici encore la « quantité » devient « qualité ». Les déposants de la petite banque sont exactement dans la même situation juridique, économique et morale que les déposants de la Banque Nationale de Crédit, cependant l'Etat n'interviendra que pour rembourser ceux-ci, il ne fera rien pour ceux-là. C'est que ceux-ci sont cent mille, et que, de ce fait, la perte de leurs dépôts aurait de toutes autres répercussions que celle des dépôts des quelques centaines de clients de la petite banque. Ils font masse. Leur nombre change la position de la question. La somme de leurs intérêts particuliers se transforme en « intérêt général ». Et le représentant de l' « intérêt général », l'Etat, se trouve de ce fait obligé d'intervenir. Et il ne peut intervenir qu'en empêchant la faillite de la banque en déconfiture, c'est-à-dire en empêchant les phénomènes économiques de suivre leur cours propre : en bloquant le régulateur. Même chose avec la spécialisation.

Lorsqu'une vaste région ne produit qu'une seule marchandise, si cette production est en péril, comment ne pas intervenir ?

La disparition de cette production en cette région signifierait non point seulement la ruine de quelques particuliers, mais celle de tout le pays. Il faut donc, coûte que coûte, la maintenir, même si on obtient ailleurs ce produit avec infiniment moins de travail. Songez par exemple à ce qu'est le caoutchouc pour la Malaisie, l'étain pour ce même pays ou pour la Bolivie, le nitrate pour le Chili, la laine pour l'Australie, le sucre pour Cuba, le coton pour l'Egypte ou le Sud des Etats-Unis, le charbon pour l'Angleterre, la production de l'acier pour l'Allemagne, le vin pour notre midi !

(1) C'est cela qui fait qu'il n'y a rien de commun entre l' «économie dirigée » et une organisation socialiste de la production. L'économie dirigée capitaliste est faite en vue de maintenir des *profits*. L'organisation socialiste de la production n'est pas faite dans ce but puisqu'en régime socialiste, il n'y a plus de profits. Dans une société socialiste, le seul facteur qui compte est le travail ; l'organisation de la production s'y donne donc pour seul but de réduire le travail au minimum, c'est-à-dire d'obtenir la production la plus économique possible, tout comme l'économie capitaliste classique, et à l'inverse de l'économie « dirigée », qui maintient de force les productions chères afin d'assurer à leurs propriétaires le maintien de leurs profits.

Toute la vie économique de ces pays dépend d'un produit, exclusivement d'un produit ; celui-ci, jusque là, a non seulement permis au pays de vivre, mais même souvent l'a fait riche, très riche, plus riche que la moyenne des autres pays, et, parce qu'un jour, on a trouvé moyen d'obtenir ailleurs ce produit à meilleur marché, vous voudriez que ces centaines de milliers d'hommes, souvent ces millions d'hommes, se soumettent sans résister aux « lois économiques », qu'ils acceptent la ruine, sans tenter d'abord de tous les moyens de force, qui, du fait précisément qu'ils sont nombreux, sont en leur pouvoir ?

Dans un vieux pays de vignes, comme la Bourgogne par exemple, vous avez de la vigne sur les coteaux, dans les endroits les mieux exposés, mais ailleurs vous avez autre chose ; prenez au contraire le Midi viticole : là, il y a des cantons entiers, où vous ne trouverez même pas un hectare de terre qui ne soit pas en vigne. Dès lors en Bourgogne la ruine de la vigne serait, certes, une cause de grand appauvrissement, mais non la mort. Le pays peut encore, sans la vigne, subsister et vivre. Mais, dans le midi, dans ce pays type de la monoculture, la ruine du vin c'est la mort complète du pays. En Bourgogne on pourrait se soumettre aux « lois économiques » ; dans l'Hérault c'est impossible. Les « lois économiques » peuvent bien exiger que les vignes du Languedoc disparaissent devant celles de l'Afrique du Nord, qui produisent un vin meilleur et meilleur marché, les Languedociens exigeront qu'on les fasse se survivre au moyen de toutes les mesures d'interdiction et de « soutien » dont l'Etat dispose.

La résistance des classes

Enfin, troisième facteur, peut-être le plus important.

Au début du régime capitaliste, à l'époque de la grande révolution industrielle et dans les années qui suivirent, la société se présentait comme une vaste lice ouverte à tout le monde, où chacun à peu près pouvait s'enrichir, à condition de savoir se débrouiller. Les vieux « ordres » féodaux avaient été balayés ; aucun obstacle ne se dressait plus contre le « talent » ; avec plus ou moins de facilités selon les pays, on pouvait commencer groom pour finir Rockefeller. Les classes, certes, existaient bien, mais elles n'étaient point encore cristallisées. Aujourd'hui, au contraire, les classes, et même les fractions de classes,ont atteint un degré de permanence suffisant pour que leurs membres éprouvent le besoin de se défendre **dans leur classe, dans leur catégorie,** plutôt que de chercher à en sortir.

Le prolétariat a donné l'exemple. Exemple bientôt suivi plus ou moins par toutes les fractions de la bourgeoisie, qui se sont, elles aussi, organisées pour la défense de leurs « intérêts professionnels ». L'Etat ne s'est plus trouvé en face d'individus, en face d'une poussière d'intérêts particuliers, mais en face de groupes d'individus ayant pris conscience de la similitude de leurs intérêts et qui se sont groupés pour les faire valoir.

Alors donc que le « libre jeu des lois économiques », avec les ruines continuelles qu'il entraîne par les perpétuelles réadaptations qu'il exige, pouvait autrefois se produire presque sans résistance, parce que chacun, sans lien avec ses confrères, ne considérait sa ruine que comme une affaire privée, ce libre jeu ne peut plus s'effectuer maintenant qu'il se heurte à des groupements organisés, résolus à défendre leurs positions.

L'an dernier, je ne sais plus quelle revue bourgeoise a publié une série d'articles, à prétentions scientifiques, remplis de courbes et de chiffres, tendant à démontrer que c'est l'indemnité de chômage qui fait durer le chômage. Tout cet appareil pseudo-scientifique était bien inutile. Il est de toute évidence que si le million d'ouvriers anglais qui chôme depuis la guerre, n'avait pas touché de « dole », il y a longtemps qu'il aurait disparu, et pour cause : il n'y aurait plus de chômeurs parce qu'ils seraient morts de faim.

C'était là la solution de l'économie classique. Mais la question n'est pas de savoir si cette solution est ou non d'accord avec les Droits de l'Homme ou avec les préceptes de l'Evangile, la question est seulement de savoir si cette solution est encore aujourd'hui possible : si la classe ouvrière d'aujourd'hui est résignée à crever de faim, ou si elle a acquis une force suffisante pour avoir la possibilité d'**exiger** de ne pas crever de faim.

*
* *

Ce sont donc des facteurs **sociaux** qui obligent aujourd'hui la société capitaliste à violer les lois de son économie, malgré que l'observance de ces lois seule, lui permettrait d'assurer l'équilibre de son système économique. Pour assurer l'équilibre de son économie il lui faudrait revenir à la vieille règle du « laissez-faire, laissez-passer », mais il lui est impossible d'y revenir, parce que ceux qui, si on laissait faire, passeraient, sont maintenant assez forts pour ne pas rendre l'âme, sans que la société en soit remuée jusqu'en ses fondements.

Le remède serait pire que le mal. L'équilibre économique ne pourrait être maintenu qu'aux dépens de l'équilibre social. Voilà la contradiction dans laquelle se débat la bourgeoisie, et c'est parce qu'elle commence à se rendre compte de cette contradiction qu'elle est saisie actuellement de cette frousse intense, touchant presqu'à l'abandon d'elle-même, qui est la caractéristique la plus remarquable peut-être de la crise actuelle.

Puisse ceci ouvrir les yeux de ceux qui ont cru que la « nouvelle économie » allait donner au capitalisme une nouvelle vigueur, une seconde jeunesse, en le dotant d'une stabilité contrastant avec son anarchisme du siècle dernier. Tout au contraire, le nouveau système, en cherchant à maintenir en état ce qui est, en empêchant l'économie de s'adapter aux nouvelles situations, en la « fixant », supprime cette faculté d'accommodation qui est le propre des organismes jeunes, et en voie de développement. Le maintien des situations acquises aboutit à une ankylose de l'organisme et l'empêche de se maintenir en équilibre avec le milieu.

Mais que sont ces caractères, sinon ceux de la sénilité ? La nouvelle économie est une économie de vieillard. Elle est une transformation du capitalisme, exactement de la même manière que le vieillard est une transformation du jeune homme. Elle est, simplement, le prélude à l'heure de la mort ; l'heure à laquelle s'ouvrira la succession.

R. LOUZON.

Parmi nos Lettres

L'action directe dans le mouvement belge Le camarade Mahni, de Bruxelles, nous adresse sur le grand mouvement du Borinage la conclusion suivante :

Un aspect de ce mouvement domine tous les autres : la valeur révolutionnaire des méthodes d'action directe. Alors qu'aucune campagne n'avait préparé le mouvement, alors que tout semblait calme aux yeux non avertis, il a suffi de quelques jours pour que, d'ouvrier à ouvrier, on se comprît aisément. Et la tactique spontanément adoptée fut si efficiente et si naturellement coordonnée que l'idée du complot s'imposa.

Alors, on chercha les coupables. Ici encore, l'éternelle rengaine : Haro sur les baudets, ce sont les communistes. Les communistes, on ne les avait point vus. Trop occupés à préparer d'impressionnantes manifestations du 1er août, trop zélés à suivre à la lettre de dithyrambiques ordres de mobilisation en faveur de l'U.R.S.S., il y avait belle lurette qu'ils avaient quitté l'usine. Peu importait. Communiste, l'ouvrier qui prétendait encore décider par lui-même. Communiste, celui qui criait ; communiste, celui qui luttait ; communiste, celui qui se défendait.

La police y alla de son petit complot. Les perquisitions, les arrestations se multiplièrent. Aux yeux de la bourgeoisie comme aux yeux des leaders politiques, les militants les plus disparates se trouvent englobés dans une même organisation fantôme. Staliniens, oppositionnels, libertaires, individualistes se retrouvèrent dans les cachots.

Ils ne pouvaient pas comprendre, les bourgeois et les demi-bourgeois et leurs domestiques, que sans ordre d'un état-major omnipotent, les ouvriers puissent réaliser une si parfaite entente. Ils arrivaient une cinquantaine aux portes des usines, quelques délégués interpellaient le directeur : « Faites cesser le travail ». Si l'on manifestait une résistance, des camarades cyclistes s'en allaient dans toutes les directions et appelaient à l'aide. Bientôt ils étaient mille à s'infiltrer par petits paquets, jusqu'aux salles des machines. S'il fallait encore un argument, on commençait à démonter celles-ci. Le travail cessait aussitôt, la grève obtenait l'assentiment du patron et l'on s'en allait vers une autre usine.

Les femmes n'étaient pas les moins combattives. Déployant des drapeaux rouges, des drapeaux noirs, elles furent de toutes les manifestations, elles furent de tous les piquets de grève, elles furent des luttes dans la rue, on les vit couchées sur les rails pour empêcher le trafic.

A ceux qui voudront encore nous parler de palabres autour des tapis verts, à ceux qui voudront encore nous parler de la veulerie des masses, nous saurons maintenant quoi répondre.

*
* *

Il faut défendre l'unité ouvrière belge Du même camarade, cette autre conclusion :

Et une tâche aussi, parmi celles qui nous attendent, domine les autres.

A supposer que le patronat minier respecte sa promesse, le 1er novembre est tout de même proche. De nouvelles luttes sont inéluctables.

Si la manœuvre qui se dessine d'émasculer les organisations ouvrières, de les priver de leurs éléments les plus vigilants, réussit, c'est en dehors de ces organisations que la lutte se déroulera. Elle sera alors confuse et aisément vaincue.

Ce n'est pas en brisant ou en laissant briser ce qui reste de possibilités de coordination et d'organisation ouvrières que l'on servira le prolétariat. Pour défendre l'intérêt de notre classe, il nous faut défendre ses organisations, il nous faut défendre son unité. Et pour cela, ce sont nos droits dans nos organisations, ce sont les droits des éléments combattifs qui militent dans ces organisations, que nous devons défendre.

Nous devons sauver le mouvement ouvrier belge de la scission voulue par ses dirigeants.

*
* *

Une opinion allemande sur Lausanne Le camarade Kraschutzki, de Berlin, nous écrit, à propos de la conférence de Lausanne :

En quoi ces querelles sur les « réparations » intéressent-elles la classe ouvrière allemande ? Certes, c'est elle qui a à payer la plus grande partie des sommes dont il s'agit, comme elle a à payer les intérêts et l'amortissement de tout emprunt, quel qu'il soit. Mais est-ce que, à l'heure actuelle, la classe ouvrière allemande a le moindre intérêt à ce que ses ennemis de l'intérieur soient libérés des payements qui les gênent ?

Il m'est arrivé souvent, au cours de conférences en Allemagne, lorsqu'un représentant de travailleurs parlait de la question des réparations, de lui demander : « Croyez-vous que, si, aujourd'hui, les réparations étaient supprimées, vous-même ou l'un quelconque de vos camarades aurait, demain, un soulagement sensible ? Une augmentation de salaire par exemple ? » Et chaque fois mon contradicteur dut admettre que le bénéfice d'une telle mesure irait entièrement aux capitalistes, que la classe ouvrière n'en profiterait en rien.

Il suffit de connaître, un peu seulement, les règles de la lutte entre le capital et le prolétariat, pour savoir que les industriels, les propriétaires fonciers, etc., savent toujours se décharger du poids des impôts sur les épaules de ceux qui sont faibles — faibles, parce qu'ils n'osent pas faire usage de leur force !

La classe ouvrière allemande a porté le poids des réparations comme celui de chaque impôt, à la mesure de sa force de résistance. Elle est exploitée jusqu'au point où sa résistance est capable d'arrêter l'attaque de ses adversaires ; or, si les dirigeants de l'Allemagne réussissent à se débarrasser définitivement des réparations, la classe ouvrière n'en sera que plus exploitée car la force de ses exploiteurs en sera augmentée.

Croit-on que le capitalisme allemand va modérer ses attaques contre la classe ouvrière au moment où il vient de remporter un succès — matériel et de prestige — à Lausanne ? Il est douloureux de le constater, mais cela est vrai : la suppression des réparations renforcera la classe des exploiteurs autant que si la classe ouvrière avait perdu une bataille.

C'est là une vérité évidente, mais si on la dit à un dirigeant de la social-démocratie allemande, on risque fort d'être dénoncé à la justice comme traître à la patrie !

Non ! La situation misérable du prolétariat allemand ne pourra point être soulagé du fait de négociations diplomatiques, où il est représenté par des messieurs von Papen, comte Schwerin-Krosigk et von Neurath ; elle ne pourra l'être que là, où il n'est représenté ni par des barons, ni par des financiers, ni par des social-démocrates du type Breitscheid, mais par lui-même, dans l'usage de sa propre force. C'est en Allemagne même, et non à Lausanne, que le sort du prolétariat allemand se décidera !

*
* *

Défense de la grammaire A propos d'un des derniers « Faits de la Quinzaine », la camarade Roseline Leclercq nous écrit :

Quelques mots au sujet de la grammaire. Je crois que votre ardeur simplificatrice vous emporte. Une bonne critique de la grammaire de l'Académie nous dirait quelle est la formation de ses auteurs, leurs intérêts, leurs goûts, à quelle classe ils appartiennent et expliquerait ainsi le caractère étroit et incomplet des règles qu'ils préconisent. Vous préférez trancher plus vite, et selon vous, « il résulte de la critique de

Brunot que, de cette langue française dont ils ont la charge, les académiciens ne connaissent pas le premier mot ». C'est donc reconnaître qu'il y a une connaissance de la langue française, de même qu'il y en a une de la langue alllemande — qu'il y a une syntaxe, des constructions, une pratique, des règles en un mot, sujettes à évoluer de plus en plus rapidement parce que l'apport d'éléments étrangers est de plus en plus important.

« La langue française est un tissu d'absurdités et d'illogismes ». Comme l'anglais, le russe, l'allemand, et, sauf erreur, la plupart des autres langues. Où Louzon a-t-il pris qu'une langue qui évolue depuis une douzaine de siècles pouvait être « un édifice rationnel et logique » ? Pourquoi en conclure que c'est « le simple produit de l'arbitraire » ? — mot qui sonne particulièrement faux quand il s'agit d'une langue, résultat d'une formation séculaire et inconsciente.

« Il est bien évident qu'elle n'a aucune valeur en soi ». Singulière expression ; on pourrait tout aussi bien se demander si la R. P. *a une valeur en soi, si le communisme en soi* [illegible] *une valeur. Il suffit que ces choses cependant aient une valeur particulière, pratique, pour qu'on s'y intéresse. Quant à la langue française, qui est celle des prolétaires et des bourgeois de ce pays, il faut bien s'en servir pour se faire comprendre des uns et des autres, et dès qu'on s'en sert, parler selon les règles du jeu. Croyez-vous qu'il est indifférent, dans l'histoire du communisme, qu'il ait adopté pour sa propagande ce jargon rébarbatif, semé de termes abstraits, vagues et généraux, de termes impropres, de phrases mal venues ? Une des raisons pour lesquelles on a aimé la* R. P.*, pour laquelle beaucoup de lecteurs l'ont accueillie avec soulagement, n'était-ce pas parce qu'elle était lisible, concrète, et, dans l'ensemble, bien écrite ?*

Plus loin, vous avancez « que la connaissance de ses règles (celles de la langue française) ne procure à qui la possède aucune supériorité intellectuelle ». Qu'est-ce à dire ? Tout cela est bien vague, et on pourrait parler de même de toute autre connaissance. Les gens sortis de Polytechnique ne sont pas forcément supérieurs intellectuellement à ceux qui n'ont d'autre diplôme que leur certificat d'études ; en effet, la supériorité intellectuelle comporte d'autres éléments que l'étendue des connaissances, par exemple la faculté de bien juger. Mais n'avez-vous pas écrit quelque part que la morale prolétarienne consistait « à bien faire son boulot » ? Et si une partie de ce boulot, c'est d'écrire, ou de parler, ne doit-on pas aussi écrire et parler le mieux possible ? Faisons des comparaisons : c'est artificiel, mais cela aide à se faire comprendre ; entre deux ouvriers syndicalistes, l'un qui en fait le moins possible, l'autre qui cherche à connaître de mieux en mieux la technique de son métier, vous admettrez probablement la supériorité intellectuelle du second ? Pourquoi, toutes choses égales d'ailleurs, refuser cette supériorité quand il s'agit de l'expression ? Pourquoi vouloir que la connaissance de ces règles (il s'agit de la langue française, mais naturellement le raisonnement serait le même pour d'autres langues) ne soit « d'aucun intérêt pour la formation et le développement de l'esprit » ? On ne voit vraiment pas pourquoi, entre tous les ordres de phénomènes, un seul serait proscrit et son étude déclarée inutile. Au contraire, c'est un travail fécond de chercher la manière la plus directe, la plus rapide, la plus forte de s'exprimer. Tous les militants qui sans être des écrivains de profession, ont peiné pour écrire un article aussi clair, aussi précis que possible, savent que ce travail ne leur a pas été inutile. Les mots étant encore le principal moyen d'exprimer les idées, contrôler et resserrer les mots, c'est vérifier les idées. Quant à l'argot vous vous exagérez son importance. C'est une broderie au goût d'une classe ou d'une époque, qui ne change guère le tissu, l'armature de la langue.

Et pourquoi cultiver le laisser-aller ? Qu'est-ce que ça a de révolutionnaire de crier « A bas la grammaire ! » ? Faut-il faire n'importe quoi n'importe comment ?

Le point essentiel qui nous sépare d'avec la camarade Leclercq est ceci : la langue française (la langue écrite bien entendue) est-elle un produit naturel du peuple français, ou bien une construction artificielle d'une classe ?

Pour moi, il n'y a pas de doute. Les patois sont des produits naturels, nés de la pratique quotidienne du peuple, mais le français, le français écrit, le français conforme aux règles de la grammaire, n'est qu'une création artificielle de la bourgeoisie. Celui-ci ne date pas de douze siècles, mais de trois à quatre siècles; il date du début des temps modernes, de l'époque où la bourgeoisie elle-même a commencé à se constituer. Comme toute classe, la bourgeoisie, en se formant, a formé ses instruments de pensée : sa morale, son droit, sa religion et... sa langue. Cette langue, elle l'a construite de toutes pièces, consciemment et volontairement. Les Malherbe, les Voiture, les Boileau, les Vaugelas, les « Hôtels de Rambouillet » en ont été les constructeurs parfaitement conscients. Certes, ils ont pris les matériaux de la nouvelle langue dans ce qui existait déjà, tout comme l'esperanto prend les racines de ses mots dans les langues nationales déjà existantes, mais avec ces matériaux, ils ont fait un nouveau langage, une nouvelle langue, purement artificielle : la langue de la grammaire.

Quant au caractère de classe de cette nouvelle langue il se révèle merveilleusement dans la phrase bien connue de Vaugelas, premier « grand » grammairien: d'après Vaugelas, c'est l'usage qui détermine si tel mot ou telle tournure sont « français », mais seulement le « bon usage », celui de « la plus saine partie de la cour et de la plus saine partie des auteurs du temps ». Le « français » est donc une langue qui a été constituée par sélection, en choisissant arbitrairement dans les parlers d'alors, ce qui était spécial au langage des gentilshommes et des bourgeois (les « auteurs du temps » étant alors les représentants les plus typiques de la bourgeoisie).

Or il est bien évident qu'une telle langue n'a de valeur que pour la classe dont elle est l'expression. Croire qu'on « s'élève » en s'exprimant en un « français » correct, revient à croire qu'on « s'élève » en singeant le bourgeois.

Certes, la classe ouvrière est bien obligée, aujourd'hui, si elle veut s'exprimer, d'employer la langue de la bourgeoisie, comme elle est obligée, si elle veut vivre, de subir le salariat. C'est le propre des classes dominées de devoir subir, dans tous les domaines, la loi de la classe dominante. Mais, de même que le prolétariat, tout en étant salarié, n'admire pas le salariat, de même, tout en écrivant plus ou moins selon les règles de la grammaire, il n'a pas à admirer celle-ci, ni à chercher à se conformer dévotement à ses règles. Dans les deux cas, il subit.

Ce que le prolétariat a à faire, c'est, non à adopter le langage de la bourgeoisie, mais à suivre son exemple : créer sa langue, sa propre langue. Celle-ci sera construite d'autre manière et selon d'autres règles que la langue étriquée de la bourgeoisie : elle sera logique comme le travail, universelle comme le prolétariat.

En attendant, le prolétariat peut jeter aux académiciens et aux grammairiens l'apostrophe du révolutionnaire Mercier, il y a un siècle : « Allez, beaux esprits, restez ignares, et complaisez-vous dans vos dictions élégantes et futiles ; faites des vers français et de la prose lycéenne ! » R. L.

A PROPOS D'UNE LETTRE

Nationalisme et lutte de classe

Le numéro de la R. P. du 5 Juin contenait aux « Faits et Documents », sous le titre : « La Chine doit-elle résister aux envahisseurs ? », la reproduction d'un article paru dans un bulletin espérantiste « a-nationaliste », qu'on nous avait prié de reproduire. Nous avions fait suivre cette reproduction de celle d'un autre document, que nous voulions d'ailleurs depuis longtemps publier : un extrait d'article d'Elisée Reclus sur le même sujet, qui exprimait une opinion sensiblement différente. Qu'avions-nous fait là ? « Outrepasser notre droit »», tout simplement. C'est tout au moins ce qu'affirme l'un de nos abonnés, l'un de nos tout récents abonnés, dans la bouillante lettre que voici :

Si le camarade Louzon s'était engagé dans la 19e armée chinoise et y avait glorieusement perdu la vie, nous le regretterions fort; mais enfin ç'aurait été son droit. Par contre, nous pensons qu'il outrepasse son droit quand, comme rédacteur de notre revue prolétarienne, *il fait appel à l'autorité d'Elisée Reclus (qu'il cite en caractères gras et qui n'était pas anationaliste puisqu'il s'est toujours exprimé en* langue nationale) *pour justifier son point de vue internationaliste.*

Nous espérons toutefois que les lecteurs de la « R. P. » sont assez grands garçons pour ne pas se laisser influencer par des arguments d'autorité. En matière sociale l'autorité de Kropotkine n'était pas moindre que celle de Reclus et, cependant, elle n'a pas suffi, en 1914, à entraîner tous *les internationalistes à prendre part* volontairement *à la guerre contre l'impérialisme allemand.*

L'article de Ponocrate, écrit en esperanto et dont nous vous avions fait tenir une traduction française, est paru aussi dans le numéro du 7 mai dernier de « Der Syndikalist » et le rédacteur ne l'a pas accompagné de commentaires tendancieux et de citations d'autorités.

Nous osons espérer que la tendance dominante dans la R. P. restera la lutte de classe *et non pas la lutte nationale chère au camarade Louzon. Les luttes pour l'indépendance nationale nous semblent être pour les prolétaires la plus grande mystification du siècle et nous espérons qu'il sera permis de le dire à l'occasion dans notre revue sans que le rédacteur intervienne aussitôt pour écraser les hérétiques.*

Pour les anationalistes parisiens
lecteurs et abonnés à la R. P.
AVID.

Nous avons tenu à reproduire intégralement cette lettre qui est caractéristique d'un état d'esprit malheureusement assez répandu. On nous invite à publier une opinion, nous y déférons, c'est très bien; mais si, par malheur, nous en publions également une contraire, ce n'est plus bien du tout ! On en arrive à déclarer que nous employons des « arguments d'autorité », que nous « écrasons les hérétiques » et ce pauvre Elisée Reclus se trouve lui-même presque traité de nationaliste et de patriotard parce qu'il a écrit en français et non en esperanto !

* * *

Mais laissons-là ces misères, et examinons le problème en soi, car, bien que chaque fois que les événements nous en ont donné l'occasion (guerre du Riff, expédition soviétique sur l'Est-Chinois, etc.) nous nous sommes expliqués sur cette question, il n'est peut-être pas mauvais d'y revenir encore.

Dans l'article du bulletin espérantiste que nous avions reproduit, il est dit : « la seule guerre profitable pour les prolétaires, c'est la lutte de classes ». Vérité absolue, à laquelle, bien entendu, nous souscrivons des deux mains. Seulement, la question est de savoir si, dans les pays soumis, ou en voie d'être soumis, à un impérialisme étranger, la lutte de classes ne revêt pas souvent, pour la plus large part, le caractère d'une lutte pour l'indépendance nationale.

A toutes les époques, la conquête étrangère apparait comme l'origine de la formation des classes. C'est le conquérant, le conquérant étranger, qui devient le citoyen des républiques antiques ou le seigneur du moyen-âge ; le conquis, l'indigène conquis, est réduit à l'état d'ilote ou de serf ; plus près de nous, le conquérant anglais devient en Irlande le propriétaire du sol, que l'irlandais ne cultive plus que comme locataire ou métayer. Certes, par la suite, en l'absence de nouvelles conquêtes, une différenciation nouvelle des classes se substitue peu à peu à la différenciation primitive, mais il n'empêche que tant que l'amalgame n'est point complètement réalisé entre les deux peuples, celui des conquérants et celui des conquis, la domination de classe revêt essentiellement dans ces pays le caractère d'une domination étrangère, la domination d'un peuple, classe dominante, sur un autre peuple, classe dominée.

Il en est encore aujourd'hui de même dans les pays soumis à l'impérialisme capitaliste. Dans les colonies, le conquis, l'indigène, n'est pas plus l'égal du conquérant, le colon, que le serf n'était l'égal du seigneur, et, du fait de l'état de servitude absolue auquel il réduit l'indigène, le capitalisme français, anglais ou autre, peut exploiter le travailleur de ses colonies à un degré auquel il ne peut plus parvenir avec les prolétaires de son propre pays. Or, toutes les mesures qui permettent ainsi l'exploitation renforcée du prolétariat indigène sont des mesures qui frappent celui-ci en tant qu'indigène, non en tant que prolétaire ; elles s'appliquent à lui en tant que « peuple », non en tant que classe. Bien qu'elles soient des mesures de classe, elles se présentent comme des mesures dirigées contre une nation, et par suite, la réaction contre elles, la lutte contre elles, ne peuvent pas ne pas présenter elles aussi, le caractère d'une lutte de nation contre une autre nation, d'une lutte pour l'indépendance nationale contre la domination étrangère.

Il est de fait que je ne me suis pas engagé dans la 19ème armée chinoise, mais j'ai commis un péché presqu'aussi grave. Il m'est arrivé naguère de faire quelques mois de prison en conclusion d'une lutte menée pour la liberté de la presse arabe. Je dis bien : arabe. Il s'agissait, dans un pays soumis à la domination française, d'obtenir pour la presse rédigée en arabe autant de liberté que pour celle rédigée en français. Revendication « nationaliste » au premier chef ! Pour nos camarades a-nationalistes nous aurions dû, évidemment, les camarades et moi, lutter exclusivement pour la liberté d'une presse n'ayant aucun caractère national, d'une presse écrite en esperanto par exemple. Mais je peux

leur assurer que nous aurions pu faire autant de journaux en esperanto que nous aurions voulu, y dire tout ce que nous avons dit dans nos journaux arabes — et bien plus encore — jamais le gouvernement tunisien ne nous aurait inquiétés, car c'est l'arabe — et non l'esperanto — que parlent les travailleurs tunisiens. En luttant pour la liberté de la presse arabe, pour la mise sur le même pied de la presse rédigée en arabe et de celle rédigée en français, c'était en réalité pour la liberté de la presse tout court, que nous luttions.

La lutte pour la liberté de la presse, qui n'a, en soi, rien d'une lutte nationale, qui, dans nos pays nationalement indépendants, ne présenta jamais un caractère nationaliste ou patriotique, se trouve, au contraire, dans un pays soumis à la domination étrangère, revêtir nécessairement le caractère d'une lutte nationale, et même, si l'on veut, nationaliste, du fait que ce n'est pas en tant que presse mais en tant que presse « indigène » que la presse y est frappée (1).

Si j'ai cité ce fait c'est qu'il est un exemple d'une situation tout à fait générale. Il en est pour tout comme de la liberté de la presse. C'est en tant que peuple, que les hommes d'un pays soumis à l'impérialisme sont privés de droits ; la lutte pour leurs droits, leurs droits d'hommes, leurs droits de travailleurs, les droits qui leur permettront de pouvoir mieux se défendre contre l'exploitation capitaliste, revêt donc nécessairement le caractère d'une lutte de peuple, d'une lutte nationale, d'une lutte de libération de la domination étrangère.

*
* *

Bien entendu, la « libération nationale » des pays soumis à l'impérialisme n'y supprimera pas, par elle-même, l'exploitation des travailleurs, mais la question revient alors à celle-ci : du moment que le capitalisme subsiste, le prolétariat doit-il se désintéresser des conditions politiques et sociales auxquelles il est soumis ? C'est la même question que celle qui se pose à l'égard du fascisme. Giolitti ou Mussolini, Müller ou Hitler, c'est toujours l'exploitation capitaliste ; est-il donc indifférent au prolétariat que ce soit les uns ou les autres ? Si la lutte contre Mussolini et Hitler est une lutte vaine et inutile, une simple « mystification », je n'ai plus rien à dire, mais si non, si nos camarades a-nationalistes estiment que la lutte contre le fascisme doit être menée, même si elle n'aboutit pas à la destruction du capitalisme, il leur faut admettre que la lutte pour la libération des peuples soumis à l'impérialisme doit, elle aussi, être menée, même si elle n'aboutit pas à la destruction du capitalisme, car le sort fait par l'impérialisme aux peuples qu'il a soumis, est pire que celui fait par le fascisme au prolétariat de son pays. Le caractère national que cette lutte revêt nécessairement ne doit pas faire illusion ; elle est, en réalité, une lutte contre les formes les plus dures de l'oppression capitaliste.

L'a-nationalisme est une chose excellente, mais excellente seulement pour nos pays, nos pays « libres » et « indépendants » au point de vue national, pour lesquels les conflits nationaux ne sont que des conflits d'intérêts entre les classes dominantes, non des conflits entre oppresseurs et opprimés, entre exploiteurs et exploités. Mais là où la lutte nationale est une lutte d'opprimés contre les oppresseurs, la raison même de l'a-nationalisme disparaît. L'y appliquer c'est perdre de vue sa raison d'être.

L'un des grands faits qui domine notre époque est celui-ci : le monde est actuellement divisé en deux parts presqu'égales : d'une part les peuples (en gros ceux d'Europe et d'Amérique plus le Japon) au sein desquels le capitalisme est né, chez lesquels il s'est développé de lui-même, d'une manière en quelque sorte spontanée ; d'autre part les peuples, (en gros ceux d'Asie et d'Afrique), chez lesquels le capitalisme est un article d'importation. Celui-ci y a été introduit par un peuple conquérant appartenant à l'autre groupe de puissances, et qui a soumis les travailleurs de ces pays à une exploitation renforcée, en y superposant les « droits » du conquérant à ceux du capitaliste. En face de cette double oppression pouvons-nous rester neutres dans la lutte engagée contre l'une d'elles, sous prétexte que, celle-ci disparue, l'autre restera ? Pour moi, je ne le pense pas ; je refuse de me rendre complice de ces braves socialistes coloniaux qui sont patriotes français à tous crins, et qui ne se souviennent que l'internationalisme figure à leur programme que pour combattre à fond les luttes de libération des indigènes parce que cela « c'est du nationalisme ». Je pense que les internationalistes doivent s'affirmer solidaires des peuples qui essaient de secouer le joug de la puissance « colonisatrice », ainsi que de ceux qui se battent, comme la Chine, pour ne pas devenir des « colonies ».

R. LOUZON.

N.B. — Au moment de mettre sous presse, le hasard me fait tomber sur le compte-rendu d'une séance de l'assemblée législative de la Rhodésie du Sud du 26 avril dernier (*Informations sociales*, p. 501). Les députés *travaillistes* y interpellaient le gouvernement sur sa politique trop bienveillante, paraît-il, à l'égard des indigènes, s'élevant notamment contre l'instruction professionnelle donnée à ceux-ci. — Or, ce n'est pas là une situation spéciale à la Rhodésie, c'est l'opinion professée avec plus ou moins de formes, dans toutes les colonies, par la classe ouvrière du peuple conquérant à l'égard des travailleurs du peuple conquis.

Comment veut-on, dans ces conditions, qu'une vraie lutte de classes puisse s'y instituer, tant que n'aura pas été réglée d'abord la question « nationale » ?

(1) Il est arrivé aussi à l'un de mes bons amis de passer en Conseil de guerre pour avoir protesté contre une tentative de pogrom organisée par des officiers de tirailleurs contre les juifs. En partant du même principe, on devrait l'accuser de « cléricalisme » pour avoir défendu une « religion ».

VIVE LA COLONISATION !

« Dans un récent numéro de la « Presse Marocaine » à la date du 27 avril dernier, nous avons publié et commenté les chiffres effarants d'une documentation municipale de la ville de Casablanca, relatant l'effrayante mortalité qui ravage la population indigène, gîtée à l'intérieur du périmètre urbain :

HUIT NAISSANCES EN JANVIER 1932, ET EN REGARD 285 DECES. »

(*La Presse Marocaine*, mai 32).

Pour la renaissance du Syndicalisme

DANS L'ENSEIGNEMENT

Sur la route du syndicalisme révolutionnaire...

... Les obstacles sont nombreux, le Syndicat de l'Enseignement de l'Ardèche vient de s'en apercevoir. Pour la première fois, les élections au Conseil départemental viennent de lui être défavorables.

Syndicat de masse dans la Fédération de l'Enseignement (environ 400 membres), solide encore malgré les luttes de tendances, déployant une activité continue et féconde en résultats, comment se peut-il qu'il ait été battu ? Les raisons valent d'être indiquées et commentées.

Voici d'abord les résultats:

INSTITUTEURS: inscrits, 312; suffrages exprimés, 277; majorité absolue, 139.

Vergnes (Syndicat de l'Enseignement): 140 voix (élu).

Boissel (S.E.): 139 voix.

Crumière (Syndicat National): 141 voix (élu).

Avon (S.N.): 131 voix.

(3 candidats ayant la majorité absolue, le S.N. a un élu grâce au privilège d'âge).

INSTITUTRICES: inscrites, 761; suffrages exprimés, 531; majorité absolue, 266.

F. Brahic (S.E.): 256 voix.

S. Fraysse (S.E.): 249 voix.

Mlle Ibal (S.N.): 283 voix (élue).

Mme Haoud (S.N.): 270 voix (élue).

Le S.E. n'a plus qu'un élu au lieu de quatre. Gros succès moral pour le S.N.

Toutefois cela ne nous décourage pas, voici pourquoi:

Le *Syndicat demeure intact* (4 démissions mais 18 adhésions nouvelles à l'A.G. du 24 juillet).

Si vives que soient parfois les discussions dans nos A.G., il faut dire que toutes les tendances ont apporté leur concours à la campagne électorale: cette unanimité est assez réconfortante pour qu'on la souligne.

Pour la première fois la section ardéchoise du S.N. avait convié tout le personnel à deux réunions (où elle s'était assuré le concours de Baldacci et de Delmas).

Il est à remarquer en passant que la section ardéchoise du S.N. qui demandait — *malgré le désaveu de Levasseur* («Ecole Libératrice», 2 avril 1932) — l'établissement d'une liste commune, a toujours repoussé nos propositions d'A.G. communes (lesquelles semblent pourtant indispensables pour l'élaboration d'un programme commun).

Je pense, pour ma part, que les diverses réunions n'ont guère modifié les positions. Les causes de notre échec sont ailleurs.

Lors de la campagne pour les élections législatives, le secrétaire de l'Union régionale unitaire Doucet apporta la contradiction au candidat socialiste (un instituteur du S.N.). Puis il soutint le candidat du P.C. au cours d'une réunion présidée par des communistes de notre Syndicat.

Cela — et *cela seulement* — indisposa 4 membres du Syndicat unitaire qui reprochèrent *au Syndicat* de « faire de la politique », une politique néfaste, dirigée contre l'Ecole laïque, etc. Après quoi, *sans vouloir entendre les explications du secrétaire du Syndicat*, ils démissionnèrent bruyamment et lancèrent diverses proclamations signées par eux, par des non-syndiqués, voire des jaunes. Leur cause était si mauvaise qu'ils durent renouveler leurs arguments. Ils recueillirent des textes de Serret, notamment des passages d'articles de l'*Ecole Emancipée* dont l'*un fut par eux falsifié*, et firent grand battage autour de l'art 7 des statuts de la C.G.T.U. *après que notre Conseil syndical eût dénoncé sa violation* (Doucet, candidat communiste dans la Drôme).

Mais le fait le plus grave est que leur tract-massue intitulé avec une certaine audace: *Pour l'Unité syndicale*, fut envoyé (à combien de membres du personnel, je l'ignore) *à la veille du scrutin* pour l'élection des C.D.

Bien qu'il n'y fut pas question d'élection au C.D., la manœuvre était claire et il faut reconnaître qu'elle porta ses fruits.

On constate un écart de 10 voix entre les 2 candidats instituteurs du S.N. Avon est cependant secrétaire de la section du S.N., mais Crumière est à Vernoux, quartier général de la dissidence; qu'il l'ait voulu ou non il a bénéficié de ce fait de quelques suffrages de plus.

Le fait grave de la violation des statuts de la C.G.T.U. par le secrétaire de l'U.R., le langage plus à gauche du S.N. (le langage seulement, hélas !) ont fait le reste.

Peut-être faut-il tenir compte aussi du fait que la loi Lefas — apothéose du choix et de l'arbitraire — votée grâce au S.N., n'a guère présenté jusqu'à ce jour que ses avantages (1). Quand des « vieux » seront depuis des douze ou quinze ans en 2e classe on verra !...

Cet événement syndical est riche de conclusions. S'il montre une fois de plus les beautés du syndicalisme « de la 3e période », il a permis de faire la démarcation nette entre les vrais et les faux unitaires.

Surtout il nous enlève tout espoir de voir se créer et se fortifier au sein du S.N. et de la C.G.T. une gauche hardie décidée à en finir avec cette politique de collaboration et des méthodes de lutte périmées.

Un tel effort conjugué avec notre lutte contre le sectarisme de la majorité de la C.G.T.U. permettrait d'envisager la réalisation plus ou moins proche, mais certaine, de l'unité.

Il n'est même pas esquissé.

Je n'entends pas par là « flétrir » ceux de nos camarades passés au S.N. Je pense simplement qu'ils se trompent.

Et maintenant, battus mais non abattus, nous continuerons au Syndicat et à la Fédération la lutte, un peu plus dure, mais d'autant plus vigoureuse, pour le syndicalisme révolutionnaire.

P. B. (Ardèche).

*
* *

La réintégration de Mayoux

Nous avons reçu du camarade Mayoux, avec prière d'insérer, le communiqué suivant:

François Mayoux, instituteur à Marseille et syndiqué depuis 1907, a été exclu pour délit d'opinion de la Fédération unitaire de l'Enseignement en 1929. Réintégré deux ans plus tard par le congrès fédéral de Limoges, son syndicat (Enseignement unitaire, Bouches-du-Rhône) a refusé d'accepter cette réintégration.

Le prochain congrès fédéral qui se tiendra à Bordeaux en août 1932 doit s'occuper de cette affaire. Mais le bureau fédéral de l'Enseignement a refusé à François Mayoux le droit de se défendre à la tribune du congrès et de mettre en cause par conséquent l'indiscipline d'un syndicat fédéré décidant de ne pas exécuter une décision du congrès fédéral. A été refusée également l'insertion d'un article sur cette exclusion dans la tribune « libre » d'avant-congrès de l'Ecole Emancipée, organe de la Fédération unitaire de l'Enseignement.

---

(1) Dès à présent, le maintien d'office en 2e classe joue contre les militants; à notre connaissance, *Cornec* dans le Finistère et *Barel* dans les Alpes-Maritimes viennent d'en être victimes. Espérons que les congrès réagiront avec vigueur contre cet arbitraire (N.D.L.R.).

La C.G.T.U. saisie en novembre 1931 n'a pas répondu.

François Mayoux proteste contre la mesure qui le frappe ; il proteste aussi contre le silence et la censure dont les dirigeants de l'Enseignement et de la C.G.T.U. entourent cette exclusion. F. Mayoux voit dans ces mœurs une déviation du syndicalisme et une atteinte grave aux droits et à la liberté d'opinion des syndiqués.

*
* *

DANS LES UNIONS REGIONALES

La 5me Union régionale pour l'unité

La 5e Union régionale unitaire (Belfort, Jura, Haute-Saône, etc...) doit tenir, le mois prochain, son Congrès. La Commission exécutive a déjà publié ses rapports. Un rapport spécial est consacré à la question de l'Unité syndicale. La Commission s'y prononce nettement pour l'unité.

Il y a deux C.G.T. — sans tenir compte de la C.G.T.S.R., sans influence, et des Fédérations autonomes — d'un côté, celle de Jouhaux qui pratique la collaboration des classes, qui installe ses chefs dans le régime, qui les fait bénéficier de faveurs honteuses et qui fait le tort de la classe ouvrière.

De l'autre, il y a la C.G.T.U. qui se ruine en querelles intestines dont nous sommes bien obligés de reconnaître les désastreux effets, malgré que les principes fondamentaux sur lesquels elle repose, représentent notre idéal syndicaliste et malgré encore que les conditions dans lesquelles s'est faite la scission, justifient pleinement son existence.

Comme pendant à cet état de fait, il y a une classe ouvrière inquiète qui sent venir de grands événements, qui sait qu'elle devra se défendre contre de formidables attaques et qui a conscience de son impuissance.

Elle a besoin de l'unité syndicale et elle la désire ardemment.

Elle ne voit qu'une chose: la C.G.T. et la C.G.T.U. qui s'en veulent à mort et elle ne croit ni en l'une ni en l'autre.

Elle attend que les deux soient d'accord.

Hélas !... Rien ne répond à son désir: dans les sphères dirigeantes des deux centrales, en pratique et à ses yeux, on est opposé à la réalisation de l'unité.

...La fusion dont nous voulons suppose deux conditions:

1° Reconnaissance du droit de tendance ou de fraction;

2° Démocratie syndicale à tous les échelons.

Le reste — tout le reste ! — est une question de majorité à l'intérieur de la C.G.T. unique reconstituée.

Il nous paraît qu'avec de telles garanties, nul ne peut oser se dresser contre la fusion des deux centrales dans un Congrès.

En attendant la réunion de ce Congrès, la Commission se prononce pour la constitution d'un front unique permanent à la manière de celui réalisé par les deux syndicats de l'enseignement du Doubs, dont nous avons déjà rendu compte (*R.P.* du 10 juillet):

Dans le Doubs, les syndicats de l'enseignement, confédérés et unitaires, ont pratiquement réalisé l'unité.

Au-dessus des deux organisations de l'enseignement, il existe un syndicat unitaire groupant les membres des deux syndicats autour d'un programme commun de revendications corporatives et sociales.

...C'est la voie sur laquelle il faut s'engager: l'unité dans l'action réalisée partout comme dans l'enseignement du Doubs amènera inévitablement l'unité organique.

APRES LE CAFE, LE CAOUTCHOUC !

Dans son rapport annuel, la « Compagnie du Cambodge » demande que les stocks de caoutchouc soient détruits par l'eau et le feu, comme l'est le café au Brésil.

FAITS & DOCUMENTS

Les projets de « villes socialistes » Nous empruntons à un article de G. Méquet dans la **Revue Internationale du Travail,** le résumé suivant des discussions qui eurent lieu en U.R.S.S. au sujet des plans selon lesquels devraient être construites les nouvelles villes

En 1929 fut lancé un terme appelé à jouir de la plus grande popularité. On se passionna pour la construction des « villes socialistes ». Une fois le terme lancé, il fut impossible de le remplacer par un autre. Et cependant, dès que l'on commença à s'occuper de la construction de ces villes socialistes, on s'aperçut que le terme lui-même ne correspondait nullement à ce qu'on avait voulu dire. En effet, l'idée fondamentale en matière de création de nouvelles agglomérations, c'était de faire disparaître les inégalités subsistant entre les conditions de vie à la ville et à la campagne. En somme, tout le monde était d'accord pour reconnaître que les conditions d'habitation du producteur devaient être les mêmes, qu'il fût un producteur industriel ou un producteur agricole. Au lieu de créer des « villes » suivant le sens adopté depuis un temps immémorial, il s'agissait bien de constituer des agglomérations destinées à faciliter la production et à assurer le bien-être des producteurs.

Autour de cette première idée il se constitua, parmi les architectes et les dirigeants du mouvement de construction, deux groupements : les urbanistes, dont le principal représentant était, au début, Sabsovitch, et les « désurbanistes », dirigés par Okhitovitch et Ginsbourg. Les premiers prévoyaient la constitution d'agglomérations, soit industrielles, soit agricoles, comprenant de 50.000 à 60.000 habitants. Ils ne se prononçaient pas encore sur ce que devaient devenir les anciennes villes. Tout au plus prévoyaient-ils le rattachement à des villes déjà existantes d'agglomérations analogues à des cités satellites. Les désurbanistes proposaient des solutions qui semblaient plus radicales, mais qui furent immédiatement combattues comme étant teintées d'esprit petit bourgeois. Ils voyaient une répartition égale de toute la population sur le terrain de l'Union soviétiste le long des voies de communication. Pour eux, chaque adulte devait avoir sa maison, fabriquée en série. Quant aux villes existantes, allant au bout de leur idée, ils considéraient qu'elles devaient disparaître, que Moscou, par exemple, ne devait plus être qu'un immense parc avec un certain nombre de monuments à conserver.

Après une période relativement courte de discussion, c'est le principe de l'agglomération qui fut adopté. Les raisons en étaient que c'était là le seul moyen d'imprimer un caractère communiste immédiat à la vie courante et d'établir des conditions de vie sensiblement égales pour les ouvriers industriels et pour les travailleurs agricoles.

... Au cours des discussions précédentes, les désurbanistes avaient eu le dessous, en ce sens que la solution définitive s'était orientée vers l'agglomération. Mais les arguments qu'ils avaient invoqués en faveur de la dispersion des individus, afin de combattre l'influence néfaste de la vie urbaine, n'avaient pas été sans produire leur effet. Aussi, dès un premier examen approfondi de la création des villes socialistes, tous s'accordèrent à penser que l'on devait en finir avec l'entassement de la population sur un petit espace, sans air ni verdure. Ainsi se présentait à nouveau l'idée de la cité-jardin, comprise différemment par les uns et les autres: pour certains, la cité-jardin, sans devenir un groupement de cottages considérés comme le symbole même de l'esprit bourgeois, devait se composer de maisons assez petites; pour d'autres au contraire, elle devait être composée d'immeubles ou plutôt de blocs d'immeubles, sur la hauteur desquels on n'était nullement fixé, avec de larges espaces libres.

Sur un autre point l'accord fut à peu près complet. Tous

admettaient que les villes nouvelles ne devaient pas se centrer, comme les villes antiques autour de la forteresse, ou comme les villes modernes ou contemporaines autour du quartier commercial ou financier. Le noyau de la ville devait être la production. On retrouve là l'idée de la ville fonctionnelle, qui, suivant les partis en présence, pouvait présenter deux types : ville industrielle proprement dite pour loger les ouvriers (et leurs familles) employés dans un nouveau centre de production industrielle ; ville agraire abritant les travailleurs d'une série d'économies ou de grandes fermes desservies par une station centrale de matériel agricole. La distinction entre ville industrielle et ville agraire était fortement tempérée par la question suivante : toute ville industrielle devait être complétée par des exploitations sinon agricoles du moins maraîchères, et toute ville agraire comprendrait en plus de la station centrale de matériel agricole des entreprises de transformation primaire des produits agricoles.

Les idées émises sur la structure de cette ville fonctionnelle se ressentaient également des théories des urbanistes qui avaient préconisé la dissémination des individus le long des voies de communication. Certains des urbanistes avaient plutôt tendance à s'imaginer la cité future comme rayonnant autour du centre industriel: il y avait certainement dans cette manière de voir une réaction contre la structure des villes existantes, dans lesquelles les usines et les fabriques occupent la banlieue. D'autres insistaient sur ce que l'on ne pouvait prévoir exactement les dimensions à donner à la ville et qu'il fallait envisager les possibilités d'extension, chose difficile si le quartier industriel occupait le centre d'une ville du type rayonnant; aussi proposaient-ils une solution rappelant la cité linéaire, avec son quartier industriel et son quartier résidentiel le long d'une grande voie de communication. D'autres, enfin, recommandaient une sorte de constellation de villes résidentielles autour du centre industriel. Contre cette solution on objectait qu'elle nécessiterait la construction d'un réseau routier fort coûteux et très long à établir, et, en tout cas pour une assez longue période que le manque de moyens de transports rapides serait un obstacle grave. Politiquement aussi, on voyait un danger à cette dispersion, en ce sens que de petites villes de ce type manqueraient de lien avec un centre administratif et intellectuel.

*
* *

Un autre point admis en principe était celui de la collectivisation de la vie courante. C'était là que se présentaient les plus grandes divergences. Comme le firent remarquer les plus raisonnables, il était bien difficile de projeter des installations communes pour une vie dont on ne savait guère ce qu'elle pourrait être. On pouvait bien admettre la suppression de tout ce qui garde un caractère individualiste étroit sans aller, comme les plus audacieux, jusqu'à la collectivisation complète de la vie courante, sommeil mis à part.

Quant à la vie de famille dans cette cité future, tous étaient d'avis qu'elle devait céder la place à une vie sociale plus large et que la femme devait être libérée de la plus grande partie des soins ménagers. Néanmoins, l'idée de la séparation complète des enfants du reste de la famille rencontra d'ardentes contradictions ; de même la suppression pure et simple de l'alimentation en famille. Toutes ces divergences concernant ce que devait être la « cellule » fondamentale de la cité n'empêchaient néanmoins pas que l'on considérait le stade de la maison familiale comme dépassé et que dans le bloc, plus ou moins important, chaque individu devait avoir à sa disposition, mais non pas toujours indviduellement, ce qui était indispensable à sa vie courante et même à sa vie sociale.

*
* *

... L'un des projets les plus étudiés et qui rencontra l'approbation presque générale fut exposé par l'architecte Zelenko. Selon ce dernier, la ville socialiste serait du type non pas rayonnant mais linéaire, le long de la ligne de transport. Elle comprendrait tout d'abord, d'un côté de la ligne de transport, le quartier industriel. Les matières à transporter suivraient une sorte de convoyeur, venant de la gare d'arrivée pour passer aux usines de transformation, puis aux magasins et à la gare de sortie. Près de ce quartier industriel seraient établies les écoles techniques pour apprentis et pour adultes, avec laboratoires d'essai pour les inventions, amphithéâtres, bibliothèques, etc., et, à côté, seraient disposés les services industriels municipaux: abattoirs, fabriques de conserves, manutention de pain, frigorifiques, blanchisseries, ateliers de réparation de vêtements, etc. Des fermes pour la culture maraîchère ou pour l'élevage seraient à proximité.

La partie résidentielle devrait être construite sous forme linéaire et être séparée du quartier industriel par de grands espaces libres. Les maisons seraient groupées par blocs abritant de deux à trois mille individus. Une ville de 50.000 habitants aurait ainsi de 5 à 6 kilomètres de long sur 2 ou 3 kilomètres de large. Les établissements publics seraient placés de l'autre côté des maisons d'habitation par rapport au quartier industriel, de façon que l'ouvrier pût passer chez lui avant d'aller dans le quartier des services publics. Ce dernier comprendrait les administrations, les immeubles syndicaux, les salles de concert, de théâtre, les hôpitaux, les établissements scientifiques.

Les maisons comportant plusieurs étages comprendraient aux derniers étages des chambres individuelles pour le repos, avec porte de communication deux par deux. Au premier et au second étages se trouveraient les salles communes. Enfin, en bas seraient les restaurants et les cuisines (celles-ci devant servir simplement à réchauffer les mets préparés dans l'usine centrale d'alimentation). Parmi les salles communes devraient se trouver des salles d'information et des salles de réunion.

Pour les enfants, Zelenko prévoyait que dans un bloc comprenant de deux à trois mille personnes, il y aurait tout d'abord la crèche pour les enfants au-dessous de trois ans. Ces crèches pourraient prendre les enfants de façon permanente ou simplement pendant quelques heures de la journée. En tout cas, on devrait tendre à supprimer les crèches d'usines. Pour les enfants d'âge préscolaire, c'est-à-dire jusque vers six ans, seraient créés des jardins d'enfants. Enfin, pour les enfants de six à quinze ans, il y aurait des écoles et des places de gymnastique à l'intérieur de chaque bloc.

ENTRE NOUS

ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Brun (Loire), 50; Jean Vidal (Puy-de-Dôme), 50; Burguet (Seine), 60; Aufrère (Seine), 50; Mlle Boyer (P.-d.-Calais), 100; Garnery (Paris), 100; Garnery (Saclas), 100; Bory (Seine), 100; D. (Paris), 1.000 fr.

Total: 1.610 francs.

SOUSCRIPTIONS

Gu'lbot (Loire-Inférieure), 5; G. Martin (Rhône), 10; Mlle Croze (Drôme), 50; Bonnissel Jeanne (Seine), 10; Eysser's (Rhône), 10; Lachastre (Seine), 5; Millet (Loir-et-Cher), 10; « fonds de soutien » camarades belges, 5 fr.

Total: 105 francs.

CAMARADES,

RENOUVELEZ VOS ABONNEMENTS SANS ATTENDRE !

LE GÉRANT : M. CHAMBELLAND.
IMPRIMERIE CRUVÈS ET Cie
83, RUE D'ANTIBES - CANNES.

